

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 75 (1987)

Heft: [6-7]

Artikel: Bâle 1987 : un autre horizon

Autor: Gordon-Lennox, Odile

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-278347>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bâle 1987 : un autre horizon

« Vers un futur au féminin » : les 25 et 26 avril dernier s'est tenu à Bâle un symposium suisse des femmes qui fera date dans l'histoire du mouvement féministe récent dans notre pays. Pour la première fois, plus de 500 femmes se sont réunies pour proclamer l'urgence d'un changement dans l'échelle de valeurs de notre civilisation. Odile Gordon-Lennox rend compte ci-dessous des points forts de cette réunion. Thérèse Moreau et Jacqueline Berenstein-Wavre racontent ce qu'elles ont personnellement vécu au cours de ces deux journées.

« Nous avons réfléchi, nous avons des idées, nous voulons agir » ! Quand 550 femmes appartenant à tous les bords politiques et venues de toute la Suisse se réunissent pour discuter d'un autre avenir, quand tous les arbres sont en fleur sous le soleil, les idées fusent, le dynamisme se communique et les projets d'action foisonnent.

Ce symposium, organisé par les Femmes pour la Paix de Bâle, avec le soutien d'une équipe décentralisée, avait comme règle du jeu de parvenir à un consensus autour de quelques points précis permettant des actions concrètes. Ceci pour transformer un malaise général face à l'évolution de notre civilisation en un engagement en vue d'une concrétisation des idées des femmes dans la vie sociale et politique.

Comme point de départ à cet engagement, les paroles de Margaret Papandreou sur le thème : « Les femmes, le pouvoir et notre planète ». « Quand vous étiez petite fille, aux Etats-Unis, avez-vous rêvé de devenir un jour la femme d'un premier ministre ? » A cette question d'un journaliste, Margaret Papandreou raconte avoir répondu : « Jamais, mais si je l'avais fait, j'aurais rêvé d'être premier ministre moi-même ! » Elle nous dit très simplement que chacune doit se servir du pouvoir dont elle dispose pour sauver notre planète. Elle-même emploie toutes les occasions que lui offre sa position de femme du premier ministre grec pour influencer ses interlocuteurs.

Il est évident, nous dit Margaret Papandreou, que dans les pays nordiques, où les femmes sont mieux représentées dans les gouvernements, on observe une amélioration de la qualité de la vie, des lois et des programmes sociaux, de la protection de l'environnement...

Les femmes doivent faire avancer leur culture, qui n'est pas celle des hommes. Elles doivent rejeter le langage guerrier masculin, refuser d'être les victimes d'un système fondé sur l'oppression et la violence.

Bien sûr il est difficile d'y arriver, de changer le système sans se compromettre en route. Les femmes doivent accéder au pouvoir, c'est-à-dire concrètement à l'argent, à l'organisation et à la prise de décisions. La lutte pour un monde de paix passe par la lutte pour l'égalité entre tous. Et de citer une enquête récente sur les personnes qui prennent les décisions en matière d'ar-

mement nucléaire : quatre femmes sur 800 personnes !

L'initiative des six nations

Comment agir concrètement pour la paix ? Margaret Papandreou propose de soutenir l'« initiative des six nations », un effort entrepris depuis 1985 pour les dirigeants de l'Inde, du Mexique, de l'Argentine, de la Suède, de la Tanzanie et de la Grèce. Ces pays, représentant tous les continents, ont demandé aux puissances nu-



claires d'arrêter les essais nucléaires et la production d'armes nucléaires. Ils ont proposé leurs bons offices pour la vérification de ces arrêts. Cette année aura lieu en Suède la troisième réunion des promoteurs de cette initiative. Elle devrait recevoir beaucoup de publicité, ce qui n'a pas été le cas pour les deux précédentes.

Margaret Papandreou est elle-même à la tête d'une organisation faïtière de femmes qui veulent faire pression sur les puissances nucléaires dans le même sens*. En ce moment, elles préparent un dialogue avec l'Otan. Pour Margaret Papandreou, l'Europe doit cesser de se reposer sur l'Otan pour sa sécurité. Il faut rompre cette opposition des deux blocs. Elle insiste sur la communication. Elle souhaite que beaucoup de femmes prennent part au Congrès de femmes qui aura lieu à Moscou fin juin.

Dans le cadre de la Suisse, elle nous demande quel est donc l'ennemi majeur de notre pays pour que notre gouvernement n'ait pas accepté de réduire son budget militaire de 10 %, comme l'ont décidé la plupart des pays neutres au cours de la récente réunion de Vienne sur la sécurité en Europe. Voilà un champ d'action précis pour les femmes suisses, avec lesquelles l'oratrice se sent des affinités toutes spéciales car elle avait une grand-mère suisse des environs de Zofingue.

Affronter les problèmes que l'on ne sait pas résoudre

Au cours du groupe de travail sur la sécurité, la plupart des points soulevés par Margaret Papandreou ont été repris. Nous avons écouté avec un intérêt fasciné la description que nous a faite Heidi Deneys, conseillère nationale neuchâteloise (PS) de son expérience au sein de la Commission des affaires militaires. « On peut dire que la Suisse, c'est une dictature militaire sans généraux » nous dit-elle. « Les mêmes personnages se retrouvent dans l'armée, dans l'industrie et dans la politique ! » Cette commission se refuse à regarder la réalité mondiale en face. Elle travaille toujours comme si le danger contre lequel la Suisse doit se préparer était une invasion par une armée conventionnelle, ce qui donnerait le temps à l'armée de réagir et de défendre le territoire. « La guerre nucléaire, les décisions prises en quelques secondes par l'électronique, on en parle peu dans ces cénacles. » C'est comme à l'école, il ne faut pas laisser entrer les éléments perturbants, seulement les problèmes que l'on sait déjà résoudre ! »

Pour justifier les dépenses militaires qui font fonctionner bien des industries helvétiques, dont une bonne part de l'agro-alimentaire, il faut maintenir la peur de l'ennemi. Or, nous dit Heidi Deneys, les vrais dangers de notre époque, ce sont le déséquilibre Nord-Sud, la chute du dollar qui

Ursula Brunner : l'utopie comme force politique

Après Margaret Papandreou, c'est à Leni Robert, conseillère d'Etat bernoise écologiste, qu'il appartenait de s'exprimer devant le symposium. Mais à la suite des violences policières du 25 avril à Berne, une terrible migraine l'a empêchée de venir à Bâle. C'est Ursula Brunner, membre du comité central d'Helvetas, qui l'a rem-



Ursula Brunner

placée au pied levé, prononçant un exposé improvisé sur le thème : « L'utopie, une force politique ». La salle, profondément émue par ses paroles, l'a ovationnée en se levant. Ce fut un moment extraordinaire. Dommage que cette femme merveilleuse soit peu connue en Suisse romande.

FS : Qui êtes-vous, Ursula Brunner ?

Ursula Brunner : En 1982, j'avais 58 ans, et j'étais députée radicale au Grand Conseil de Thurgovie. C'est cette année-là qu'a eu lieu la foire des armements de Frauenfeld. Je m'y suis opposée, j'ai manifesté.

Mon action a fait beaucoup de bruit. Le parti n'a pas osé m'exclure. Mais finale-

ment, je n'ai plus été représentée sur la liste radicale. Je me suis fait connaître aussi par mon action pour les bananes.

Vous savez, je suis femme de pasteur. J'ai beaucoup travaillé avec des groupes de femmes et la vie m'a beaucoup appris. J'ai eu sept enfants. Un de mes fils s'est suicidé. Quand j'étais petite déjà, j'étais une « rebelle ». Je disais à ma mère : « Pourquoi on ne peut pas faire autrement ? » Chrétienne, j'ai toujours cherché à réaliser le message du Christ. C'est ainsi que, solidaire avec des groupes de femmes protestantes, je me suis lancée dans le commerce alternatif des bananes. Un exemple pour montrer comment peut se faire concrètement l'aide au Tiers-Monde.

J'ai été six fois en Amérique centrale pour voir les plantations. Je suis très connue à Panama où siège l'Union des pays exportateurs de bananes. J'ai beaucoup développé l'information et j'ai travaillé pour mettre les bananes du Nicaragua sur le marché alternatif international. Ainsi, le bénéfice revient aux paysans.

FS : Mais l'utopie, où la placez-vous ?

U.B. : Il faut tracer de nouveaux chemins, franchir les obstacles même si la sécurité fait défaut. Il faut se lancer, il faut y croire. Ainsi, l'utopie devient une réalité politique, une force portée par la solidarité des femmes. Ensemble, nous pouvons donner du courage et réussir, par d'autres moyens, ce que les hommes n'ont pas pu faire.

FS : J'ai pris des notes lors de votre exposé, mais quand je les relis ce n'est plus la même chose...

U.B. : (Elle rit.) Je sais trouver les mots, comprendre les autres. Je peux transmettre l'espoir que j'ai en moi. J'aime créer des ouvertures. Je sais c'est une sorte de don que j'ai. Je ne me vante pas. Je crois vraiment que c'est un don.

Propos recueillis par
Jacqueline Berensten-Wavre

affecte tout le système bancaire, c'est-à-dire l'épine dorsale de la richesse suisse, les retards dans la technologie, la perte de l'identité culturelle suisse, notamment par une TV abrutissante, le vieillissement de la population...

Le groupe de travail sur la sécurité a proposé à la plénière, six suggestions d'action :

- célébration d'une journée de la Paix, le 24 mai. (Il nous semble que la semaine de l'Onu, en octobre, pourrait englober cet effort) ;

- réduction des dépenses militaires de 10 % en faveur d'un Institut de la paix qui a fait déjà l'objet d'un postulat, mais qui n'existe toujours pas ;
- action auprès des candidats parlementaires pour qu'ils se prononcent sur l'initiative des six nations et sur la réduction des dépenses militaires de 10 % ;
- décriminalisation totale de l'objection de conscience ;
- organisation d'échanges entre femmes suisses et soviétiques ;

— mise en œuvre d'une recherche historique sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre.

Nous n'avons pas pu participer à chaque atelier, mais les échos des débats se sont fait entendre dans les présentations des rapports au « parlement » final. Voici dans les grandes lignes les propositions qui ont été adoptées.

Changer la notion de travail

Atelier sur le travail : les femmes revendiquent une nouvelle définition du travail qui abolisse les distinctions rigides entre travail pour homme et travail pour femme, entre travail rémunéré et non rémunéré, entre travail à temps partiel et à temps complet, entre travail de prestige et travail dévalorisant. Elles revendiquent un revenu minimal garanti pour chacun, des crèches et une meilleure attitude vis-à-vis des problèmes de l'environnement...

Atelier sur l'écologie : cet atelier a préparé une pétition au Conseil fédéral insistant sur l'urgence des mesures à prendre pour protéger eau, terre et air. La loi de la protection de l'environnement déjà existante doit être appliquée de toute urgence. Les participantes veulent créer un forum d'entraide Femmes écologie, destiné à étudier les méthodes permettant de surmonter les contraintes sociales et psychologiques qui naissent des conflits entre les exigences de la vie moderne et celles de la protection de l'environnement. Ce forum serait un lieu d'échanges de compétences orienté vers

l'extérieur. Une réunion annuelle, du type de ce symposium, pour faire le point, a également été proposée. Enfin, une définition précise de ce qu'est un « produit biologique » et la reconnaissance de cette définition par les autorités a été demandée.

Atelier sur l'école : cet atelier a proposé que les enseignants et les étudiants reçoivent une formation à la communication et au règlement pacifique des différends. Le devoir de l'école est de former des êtres humains responsables. Il faut promouvoir des formes différentes d'enseignement.

Atelier de gén-éthique : les participantes déplorent le manque de connaissances précises dans ce domaine en pleine évolution de la fécondation *in vitro* et des manipulations génétiques. Elles demandent un moratoire sur la recherche et les applications de la Fivete et de l'insémination hétérologue jusqu'à ce qu'un processus démocratique de sensibilisation de l'opinion soit possible et, que l'on puisse tenir compte des effets sur les enfants procréés selon ces méthodes. Elles proposent qu'un questionnaire sur ces points soit présenté à chaque candidat aux élections. Elles affirment que la maternité doit rester un don et non un droit à l'enfant.

Une des participantes faisait remarquer : nous ne sommes pas si loin de la position du Pape, sinon de ses motifs !

Atelier de politique étrangère : ici encore, on a proposé que les candidats parlementaires aient à répondre à un questionnaire. On a proposé aussi la constitution d'un Conseil des femmes pour la politique étrangère.

Le « parlement » a envoyé plusieurs messages :

- un message a été envoyé au Conseil fédéral au sujet de la loi sur la protection de l'environnement (cf ci-dessus, atelier sur l'écologie).
- un deuxième message a été envoyé au Conseil fédéral demandant une réduction de 10 % des dépenses militaires.
- un télégramme a été envoyé aux dirigeants des 5 puissances nucléaires, demandant l'arrêt immédiat des essais nucléaires et la diminution des stocks d'armes existants...
- une lettre a été envoyée au Président Mitterrand, demandant plus d'information sur les centrales nucléaires françaises, notamment celle de Creys-Malville...
- une lettre a été envoyée aux autorités bernoises, leur demandant de trouver de nouveaux moyens pour venir à bout de conflits comme celui qui a endeuillé la journée du 25 avril à Berne, lors des manifestations pour le premier anniversaire de Tchernobyl.

Les Femmes pour la paix de Bâle, de Vaud, de Genève, etc. restent à disposition des personnes intéressées pour fournir de plus amples détails sur le déroulement de ces deux journées, que nous n'avons pu que survoler.

Odile Gordon-Lennox

Secrétariat des Femmes pour la Paix, Ruth Gallizzi, Trichtenhausenstrasse 140, 8053 Zurich.

* Women for a meaningful summit

500 femmes passionnées.

Photo Claude Giger

